

## FICHE AMENDEMENT

### I ERE PARTIE      TITRE IV : LES INSTITUTIONS DE L'UNION

#### **Proposition d'amendement pour un nouvel article 23**

Déposée par:    **M.J.CHABERT**  
                      **M.M.DAMMEYER**  
                      **M.P.DEWAEL**  
                      **Mme C. du GRANRUT**  
                      **M.C.MARTINI**  
                      **M.R.VALCARCEL SISO**

Qualité :    - **Membre**                - **Suppléant**                - **Observateur**

---

Libellé comme suit :

#### **Article 23 : Le Comité des régions**

- 1. Le Parlement européen, le Conseil des Ministres et la Commission européenne sont assistés d'un Comité des régions en vue de garantir la prise en compte de la dimension locale, régionale et territoriale ainsi que de la diversité des cultures et des traditions des peuples de l'Europe dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de l'Union. Il contribue, par ailleurs, au contrôle du respect des principes de subsidiarité, de proximité et de proportionnalité.**
  - 2. Le Comité des Régions est composé de représentants des collectivités régionales et locales qui sont soit titulaires d'un mandat au sein d'une collectivité régionale ou locale, soit politiquement responsables devant une assemblée élue.**
  - 3. Les membres du Comité des régions ne doivent être liés par aucun mandat impératif. Ils exercent leur fonction en pleine indépendance, dans l'intérêt général de l'Union.**
  - 4. Les règles relatives à la composition de ce Comité, à la désignation de ses membres, à ses attributions et à son fonctionnement sont définies par les clauses 268, 269 et 270 de la Partie II de la Constitution. Les règles relatives à sa composition sont revues à intervalle régulier par le Conseil sur proposition de la Commission et après avis du Parlement européen et du Comité des Régions pour accompagner l'évolution économique, sociale, et démographique de l'Union.**
- 

#### **Explication éventuelle :**

*Les débats du 7 février au sein de la Convention ont fait ressortir un large consensus pour reconnaître de façon solennelle le rôle des autorités régionales et locales dans l'Union européenne. En tant que représentant de ces autorités, le Comité des Régions doit accéder au rang d'Institution et développer son action et ses compétences de façon à garantir la pleine participation des ces autorités aux politiques de l'Union qui les concernent.*

*Un tel changement ne modifie en rien l'équilibre institutionnel, pas plus que la transformation de la Cour des Comptes en Institution par le traité de Maastricht n'avait à l'époque modifié cet équilibre. Ce changement répond à la volonté de donner plus de corps au principe de subsidiarité, en prenant en compte les autorités élues à chaque niveau de démocratie : locale, régionale, nationale et européenne.*

*En tout état de cause, il est nécessaire que le Parlement européen soit pleinement associé à la modification éventuelle de la composition du Comité des Régions.*